



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : portugais

Superficie : 36 130 km²

Population : 2,0 millions d'habitants

Densité : 55,4 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 2,4 %

Part de la population urbaine : 44,6 %

Économie

Notation de la dette souveraine : nd

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2021 : 177^e/191

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2020) : 2,45

Taux de change effectif réel (moyenne 2017-2021, base 100 en 2010) : 94,6 (95,6 pour l'UEMOA)

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu

Risque de surendettement : élevé

PIB par habitant (2021) : 813 dollars

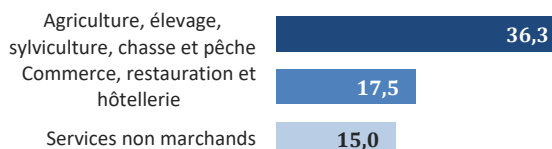
Taux de croissance (2021) : 6,4 %

Inflation (2021) : 3,3 %

PIB (2021) : 997 milliards XOF / 2 milliards de dollars US

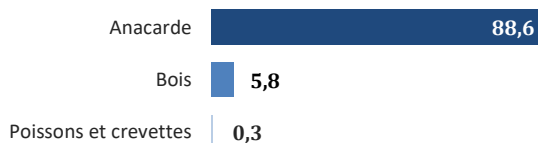
Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2017-2021)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2017-2021)



Développement humain et infrastructures

59,7 ans
Espérance de vie

68,4 %
Population sous le seuil de pauvreté

59,0 %
Accès à l'eau potable

7,7 %
Mortalité infantile

34,8
Inégalité de revenus (coefficient de Gini)

33,3 %
Accès à l'électricité

28 %
Malnutrition infantile

45,6 %
Alphabétisation des adultes

97,2
Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants

68/191
Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)

nd
Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque

63,9 %
Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

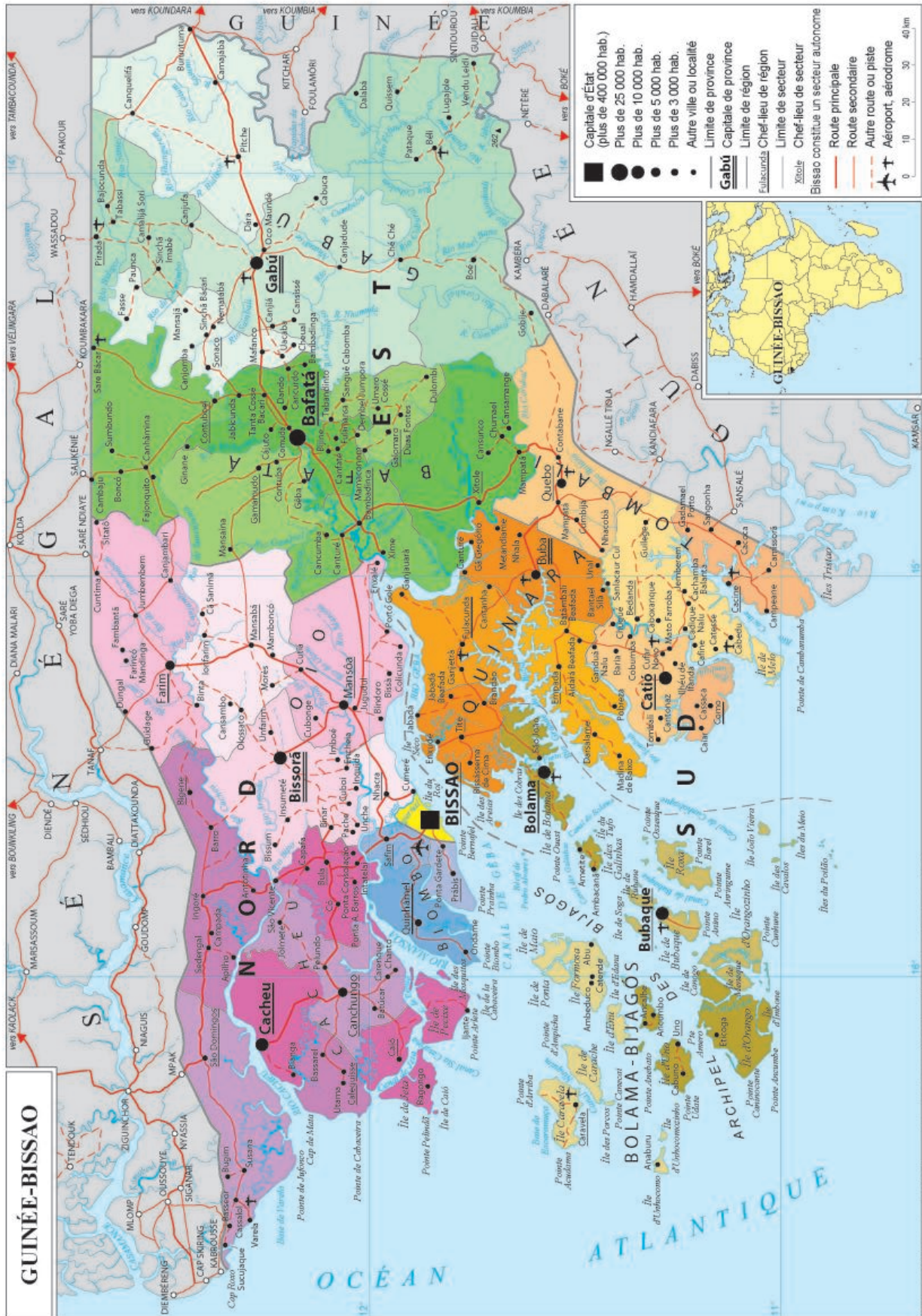
AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2022 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.



Faits saillants

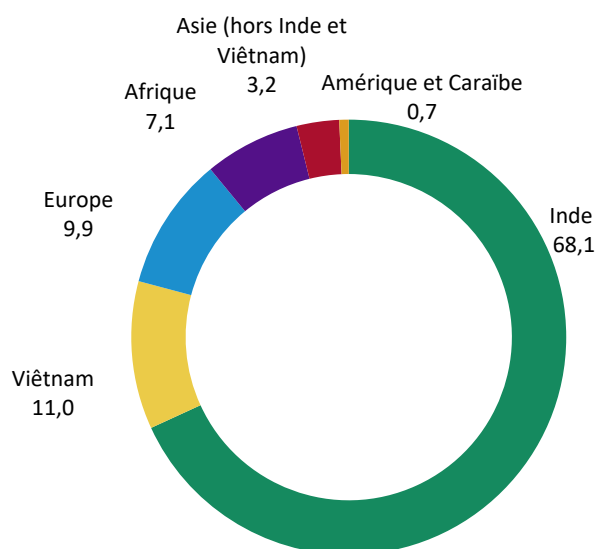
- **L'activité économique a progressé de 6,4 % en 2021, après une croissance limitée en 2020 (1,5 %) du fait de la crise de la Covid-19.** La croissance atteindrait 4,6 % en 2022, mais les risques baissiers sont importants, dans un contexte d'insécurité alimentaire, renforcée par la guerre en Ukraine, la Guinée-Bissau étant très dépendante de ses importations de farine de blé. La progression des prix, déjà forte en 2021 (3,3 %), atteindrait 5,6 % en 2022, en raison notamment de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.
- **La situation politique demeure fragile, ce qui pèse sur le développement du pays.** Depuis 2019, l'élection du Président Umaro Sissoco Embaló a apporté une certaine stabilité qui reste néanmoins précaire, comme en témoigne la tentative de coup d'État survenue en février 2022. La mise en place d'une facilité élargie du FMI, ainsi que les élections législatives et présidentielles, prévues respectivement en 2023 et 2024, constitueront des étapes importantes pour la stabilisation de la gouvernance du pays.
- **La situation humanitaire est préoccupante.** La plupart des indicateurs de développement de la Guinée-Bissau se situent à un faible niveau. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), la part de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté atteint 68,4 % en 2021 et le pays se classe 177^{ème} sur 191 pour l'indice de développement humain (IDH).
- **La Guinée-Bissau a adopté une nouvelle stratégie de développement pour 2020-2024, intitulée « Hora Tchiga ».** Elle donne la priorité au capital humain, avec des investissements dans la santé, l'éducation et les infrastructures. La diversification de l'économie est également essentielle afin de favoriser une croissance soutenue et inclusive, et accroître la résilience du pays aux chocs externes et au changement climatique.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Guinée-Bissau est peu diversifiée et repose surtout sur l'exploitation d'un nombre limité de ressources agricoles. Le secteur agricole (36 % du PIB en moyenne sur 2017-2021) est dominé par la culture de l'anacarde (noix de cajou), même si les activités de pêche et d'élevage sont également importantes. Les deux autres principales cultures du pays sont le riz et les arachides. Le secteur secondaire ne représente que 13 % du PIB, tandis que le secteur tertiaire, qui représente 51 % du PIB, est surtout soutenu par le commerce et l'hôtellerie-restauration. L'économie informelle constitue une part importante de l'activité économique (environ 43 % du PIB)¹, ce qui limite la capacité de l'État à mobiliser les ressources fiscales. Les recettes fiscales se situent ainsi à 8,7 % du PIB en moyenne sur 2018-2021, soit un niveau inférieur au taux moyen de 13,6 % dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) en 2021 et à l'objectif communautaire de 20 %

Destinations des exportations de la Guinée-Bissau (2016-2020)

(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPPII (BACI) et calculs Banque de France.

¹ Cf. <https://www.worldbank.org/en/research/brief/informal-economy-database>

Le pays dispose toutefois de nombreuses opportunités de diversification, du fait de l'importance de ses ressources halieutiques et minières, du potentiel du secteur extractif (bauxite et phosphate) et du tourisme.

L'intégration régionale du pays est faible, les exportations étant surtout tournées vers les pays émergents.

Les exportations d'anacarde, surtout sous forme non transformée, ont constitué près de 90 % des exportations de biens en moyenne entre 2017 et 2021. L'Inde est le principal marché pour ces exportations (68,1 % du total). Les exportations vers l'UEMOA sont très réduites (environ 5 %), malgré une position géographique favorable. S'agissant des importations, les denrées alimentaires et les produits pétroliers occupent une place prépondérante (environ la moitié des importations de biens entre 2017 et 2021). Outre la très forte spécialisation de l'économie, une faible complémentarité avec les partenaires régionaux et des infrastructures insuffisantes constituent d'importantes entraves à la croissance économique du pays.

Du fait de l'ancrage de sa monnaie à l'euro, la Guinée-Bissau connaît une inflation limitée, à l'instar des autres pays de l'UEMOA. Entre 2019 et 2021 la progression des prix à la consommation s'est élevée à 1,7 % en moyenne annuelle.

Le secteur financier demeure peu développé. Par conséquent, l'accès au crédit est limité, surtout pour les PME. La part des crédits à l'économie est ainsi faible, à 13,9 % du PIB en 2021, contre près de 39 % en Afrique subsaharienne². Des progrès sont cependant à noter et selon la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF) ou taux d'inclusion financière, qui évalue le pourcentage de la population adulte détenant un compte, atteint 72,4 % en 2021, en augmentation par rapport à 2020 (+ 20,4 points de pourcentage) grâce à la digitalisation³.

Principales productions et prix d'achat aux producteurs de la Guinée-Bissau

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XOF) par kilogramme)

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Riz	187,0	198,1	213,9
Coton graine	3,2	3,2	3,4
Anacarde	222,3	221,4	225,0
Arachides	125,8	115,6	121,0

Sources : BCEAO et administrations nationales.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

Le PIB réel de la Guinée-Bissau a augmenté de 6,4 % en 2021, après 1,5 % en 2020. Ce rebond provient notamment de l'amélioration de la conjoncture internationale et de la levée des mesures de distanciation sociale liées à la Covid-19. Le secteur tertiaire a ainsi connu une reprise marquée, avec une contribution à la croissance de 3,7 points de PIB, contre 0,2 point en 2020. Le secteur secondaire a également progressé, avec une contribution de 0,8 point de PIB. Grâce à de bonnes récoltes liées à une pluviométrie favorable, le secteur agricole, quant à lui, a continué à soutenir l'activité économique, avec une contribution de 1,9 point.

En matière de demande, la reprise de la consommation privée a soutenu l'activité économique avec une contribution à la croissance de 4,7 points de PIB en 2021, après une baisse en 2020 (- 6,9 points de PIB) liée à la crise sanitaire. La consommation des administrations publiques et les investissements ont aussi contribué positivement à la croissance, en dépit d'un recul par rapport à l'année précédente, à hauteur de, respectivement, 1,4 et 2,7 points de PIB, contre 1,7 et 3,8 en 2020. À l'inverse, les échanges extérieurs ont pesé sur la croissance en 2021 pour - 2,4 points de PIB.

En 2022, la croissance économique devrait s'établir à 4,6 %, mais ces prévisions comportent d'importants risques baissiers. Selon le FMI, les risques liés à la montée de l'insécurité alimentaire sont particulièrement élevés. En effet, le pays est entièrement dépendant de ses importations de farine de blé et donc particulièrement vulnérable aux conséquences de la guerre en Ukraine sur le prix des denrées alimentaires. Les

² Cf. Banque mondiale, 2020 : « *Crédit intérieur fourni au secteur privé (% du PIB) – Sub-Saharan Africa* ».

³ BCEAO, juillet 2022 : *Rapport sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au cours de l'année 2021*

risques liés à l'instabilité politique et au cycle électoral sont également prégnants, avec notamment une tentative de coup d'État en février 2022.

Le solde de la balance des transactions courantes s'est fortement creusé en 2021. Le déficit a quasiment triplé en un an, passant de 22,7 milliards à 65,4 milliards, ce qui représente 6,6 % du PIB (contre 2,5 % du PIB). Les exportations de biens se sont contractées (- 3,3 %), reflétant pour l'essentiel la stagnation des exportations d'anacarde, tandis que les importations ont connu une progression marquée (+ 11,2 %). L'augmentation des importations concerne essentiellement les biens d'équipement (+ 47,9 %). S'agissant des revenus secondaires, les transferts des migrants ont stagné en 2021, à 24,5 milliards.

En 2021, la hausse des recettes budgétaires a réduit le déficit budgétaire (base engagements, dons compris). Celui-ci s'est établi à 7,5 % du PIB, contre 9,3 % en 2020. Les recettes ont ainsi progressé de 8,4 % en 2021 après leur repli en 2020 lié au ralentissement économique, conséquence de la pandémie. Les dépenses ont été globalement stables : la progression des dépenses courantes (+ 4,2 %), en particulier salariales (+ 9,3 %), a été compensée par la baisse des dépenses en capital (- 9,0 % en 2021, après une progression de 86,1 % en 2020). Par ailleurs, les autorités se sont engagées dans un effort de consolidation budgétaire. La numérisation doit notamment permettre au gouvernement de renforcer le contrôle de la masse salariale et la mobilisation des recettes domestiques (gestion par *blockchain* des fiches de paie, dépôt électronique des déclarations fiscales, etc.). En juin 2021, les autorités ont ainsi lancé un nouveau service de paiement des impôts en ligne – baptisé « Kontaktu » – qui vise à faciliter l'accès des contribuables aux services fiscaux et le paiement de leurs obligations fiscales avec transparence et sécurité. En 2022, selon le FMI, le déficit devrait reculer à 5 % du PIB⁴. Le retour à un déficit de 3 % (critère de convergence de l'UEMOA suspendu dans le contexte de la crise de la Covid-19) devrait intervenir d'ici 2025, en lien avec l'assainissement budgétaire mis en œuvre par les autorités et le soutien des donateurs.

La forte progression de la dette publique en 2019 (+ 11,1 points de PIB) et en 2020 (+ 7,7 points) s'est quasiment interrompue en 2021 (+ 0,8 point). En

Activité économique et inflation en Guinée-Bissau

(en %)

	2019	2020	2021	2022
Variation annuelle du PIB	4,5	1,5	6,4	4,6
Inflation (en moyenne annuelle)	0,2	1,5	3,3	5,6

Note : Prévisions pour 2022.

Source : BCEAO.

2021, la dette publique atteint 70,2 % du PIB, un niveau supérieur à la moyenne de l'UEMOA (54,9 % du PIB), et dépasse le plafond communautaire fixé à 70 %. La dette externe, qui représente environ 40 % du PIB, est principalement détenue par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la Banque mondiale. Selon l'analyse de viabilité de la dette du FMI (juin 2022), le risque de surendettement externe et global est élevé. Le FMI considère cependant que la dette de la Guinée-Bissau est soutenable d'un point de vue prospectif, au vu des engagements pris par les autorités et du soutien des donateurs internationaux. Le FMI prévoit qu'elle devrait repasser sous le plafond communautaire de 70 % d'ici 2026. Le ratio du service de la dette par rapport aux recettes (hors dons), publié par le FMI, a atteint 101 % en 2021.

Le pays a bénéficié d'importants soutiens financiers d'urgence, qui ont permis de desserrer les contraintes de liquidité engendrées par la crise. Ceux-ci ont pris la forme d'une réduction du service de la dette par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (2 millions de droits de tirage spéciaux – DTS⁵). Le FMI a en outre accordé une Facilité de crédit rapide de 14,2 millions de DTS (50 % du quota) en janvier 2021. Afin de favoriser la sortie de crise et l'instauration de réformes structurelles, le FMI a également mis en place un programme sans financement (*staff-monitored program* – SMP) de juillet 2021 à avril 2022. Le pays a enfin bénéficié de la nouvelle allocation de DTS décidée en août 2021, à hauteur de 27,2 millions, utilisés d'une part pour un remboursement anticipé de dettes contractées auprès de la BOAD, et d'autre part pour des dépenses d'urgence liées à la pandémie (campagne de vaccination notamment). Un accord⁶ a été trouvé avec le FMI en novembre 2022 pour la mise en place d'une facilité de plus long terme (facilité élargie de crédit de trois ans),

⁴ FMI, 21 novembre 2022 : « IMF Reaches Staff-Level Agreement on an Extended Credit Facility Arrangement with Guinea-Bissau ».

⁵ IMF Financing and Debt Service Relief

⁶ Cf. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2022/11/21/pr22398-guinea-bissau-imf-reaches-staff-level-agreement-on-ecf-arrangement>

qui a été approuvée par le Conseil d'administration en janvier 2023. Cette facilité pourrait permettre de soutenir l'agenda de réformes structurelles des autorités, et notamment les objectifs de diversification de l'économie, de création d'emplois et d'inclusion financière.

La situation du secteur bancaire a continué de s'améliorer en 2020, mais elle reste fragile. Le total du bilan du système bancaire a progressé de 11,3 % en 2021 (après 11,9 % en 2019) pour représenter plus de 38,3 % du PIB. Le produit net bancaire a reculé de 7,1 %, essentiellement en raison du recul des produits sur opérations avec la clientèle et des produits sur opérations de change. Le résultat net agrégé du système bancaire, a plus que doublé en 2021, pour atteindre près de 5 milliards, ce qui s'est traduit par une progression des indicateurs de rentabilité. Le taux de marge nette s'est ainsi établi à 14,9 % en 2021, contre 8,2 % en 2020, tandis que le coefficient de rentabilité a atteint 8,6 % en 2021, après 6,8 % en 2020.

La qualité des portefeuilles des établissements bancaires est faible. Le ratio de créances en souffrance brutes sur le total des créances brutes a enregistré une légère baisse pour s'établir à 20,2 % en 2021, contre 21,4 % en 2019, mais reste à un niveau très supérieur à la moyenne de l'UEMOA (10,3 %). Le taux de provisionnement s'est accru de 4,7 points pour atteindre 76,6 % en 2021. Le ratio de couverture des risques, principal ratio de solvabilité, reste négatif mais a connu une amélioration en 2020, atteignant -2,0 %, contre -3,6 % en 2020.

ENJEUX ET DÉFIS

La Guinée-Bissau est un État fragile, où l'instabilité politique persistante a entravé la mise en place d'institutions robustes et d'investissements visant à promouvoir une croissance soutenue. Les troubles observés fin 2019-début 2020 avait freiné l'engagement des institutions financières internationales et des investisseurs. Cependant, la continuité du gouvernement, formé en 2020, a permis d'amorcer leur retour. Les autorités se sont engagées dans un vaste programme de réformes visant à améliorer la gouvernance, notamment par l'assainissement budgétaire et la lutte contre la corruption. La mise en place d'une Facilité élargie de crédit du FMI devrait permettre de catalyser les financements des donateurs et de soutenir ainsi les dépenses favorables à une croissance inclusive, en particulier dans les domaines de l'éducation, de

la santé et des infrastructures. La relative stabilité politique demeure cependant fragile, avec notamment une tentative de coup d'État en février 2022. La bonne tenue des élections législatives et présidentielles prévues respectivement en 2023 et 2024 seront des échéances essentielles pour la stabilité du pays.

La situation humanitaire est préoccupante. L'insécurité alimentaire est particulièrement élevée en Guinée-Bissau : 25 % de la population serait sous-alimentée selon le FMI. Par ailleurs, le pays est dépendant des importations de farine de blé, ce qui le rend très vulnérable aux conséquences de la guerre en Ukraine sur le prix des denrées alimentaires. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), la part de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté atteint 68,4 % en 2021. Le niveau de la plupart des indicateurs de développement de la Guinée-Bissau sont bas : l'espérance de vie demeure inférieure à 60 ans, un tiers de la population seulement a accès à l'électricité, et un peu moins de 60 % à l'eau potable, tandis que plus de la moitié des adultes de plus de 15 ans sont analphabètes. Concernant l'indice de développement humain (IDH), la Guinée-Bissau se classe en fin de tableau, au 177^e rang sur les 191 pays du classement (*Rapport annuel du Pnud 2021*).

Le pays apparaît également très vulnérable au changement climatique. Les zones côtières, qui accueillent une part importante de la population, sont très exposées à l'élévation du niveau de la mer. Les risques d'inondation et d'érosion côtière sont importants et leur matérialisation auraient de graves conséquences sur l'activité économique et les infrastructures. Par ailleurs, les épisodes de sécheresse, en particulier dans le nord-est du pays, entravent l'agriculture et accroissent donc la fragilité des populations. Un renforcement de la résilience implique d'importants efforts d'adaptation pour assurer la transition climatique.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Les projets annoncés en 2021 donnent la priorité au renforcement du capital humain. Dans le sillage de la crise de la Covid-19, la Guinée-Bissau a adopté une nouvelle stratégie de développement pour 2020-2024 intitulée « Hora Tchiga ». La priorité est donnée au capital humain, avec des investissements dans la santé, l'éducation et les infrastructures. En avril 2021 un programme national de vaccination, soutenu par différents donateurs, a permis de vacciner environ 50 % de la population adulte, plaçant la Guinée-Bissau parmi les

vingt pays d'Afrique subsaharienne avec le taux de vaccination le plus élevé. La Banque mondiale a approuvé en juillet 2021 l'extension ⁷ du « *Country Partnership Framework 2018-2021* » ⁸ jusqu'en 2023 et pour un volume total des projets financés par l'institution de 327,11 millions de dollars. Les nouvelles opérations, approuvées en 2020-2021, ont agi pour i) la lutte contre l'insécurité alimentaire (15 millions de dollars), ii) l'accès à la vaccination et le renforcement des services de santé (5 millions), et iii) l'accès à l'éducation primaire (15 millions). Les autres projets de développement en cours concernent la qualité de l'éducation, la couverture des services de soins de maternité, et la protection sociale. En juin 2022, l'Union européenne a signé un accord de financement de 13 millions d'euros, qui porte essentiellement sur la lutte contre la mortalité maternelle et infantile.

Les projets en cours visent également à accroître le potentiel de croissance grâce à la diversification des activités, tant par un renforcement des capacités productives que par la construction d'infrastructures. Plusieurs projets ont ainsi été annoncés en 2021 pour la construction d'infrastructures de transport. La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a approuvé en février 2021 un projet de 5 milliards XOF pour l'aménagement et le bitumage de la route Buba-Catiò afin de désenclaver le sud du pays. Elle a également approuvé un second projet de 5 milliards pour l'agriculture (exploitation de cultures stratégiques, comme le riz, sur des terres arables non exploitées). De plus, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a signé en avril 2021 avec les autorités un accord de prêt de 43 millions de dollars pour la construction de routes dans la capitale Bissau. De surcroît ; la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé, en janvier 2022, une enveloppe globale de 30 millions de dollars ⁹, centrée tant sur la croissance du secteur routier que sur le renforcement des capacités institutionnelles. Plus globalement, en septembre 2022, la BafD a publié son document de stratégie pays 2022-2026 ¹⁰ visant à stimuler la transformation structurelle de l'économie afin de favoriser une croissance inclusive. Trois secteurs sont ciblés en priorité : i) l'énergie, avec pour objectif l'accès à l'électricité de 50 % de la population d'ici 2026 ; ii) les transports pour

améliorer l'intégration régionale et l'accès des populations aux services ; iii) la gouvernance financière en vue de mettre en place un environnement budgétaire transparent propice aux investissements. La diversification de l'économie est en effet un enjeu clé pour la Guinée-Bissau qui permettrait de favoriser une croissance soutenue et inclusive, et d'accroître la résilience du pays aux chocs externes et au changement climatique.

⁷ <https://www.worldbank.org/en/country/guineabissau/overview#2>

⁸ <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/874941497621490526-0010022017/original/GuineaBissauCountryPartnershipFrameworkF18F21.pdf>

⁹ <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/guinea-bissau-african-development-bank-group-president-announces-30-million-package-infrastructure-budget-and-governance-support-48814>

¹⁰ <https://www.afdb.org/fr/documents/guinee-bissau-document-strategie-pays-2022-2026>

TABLEAUX

Guinée-Bissau – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2018	2019	2020	2021
Ressources	1 104,5	1 179,3	1 168,9	1 281,7
PIB nominal	854,5	885,1	915,7	997,0
Importations de biens et services	250,0	294,2	253,2	284,7
Emplois	1 104,5	1 179,3	1 168,9	1 281,7
Consommation finale	797,7	810,7	802,9	910,6
Publique	125,3	179,5	197,7	218,6
Privée	672,4	631,3	605,2	692,0
Formation brute de capital fixe ^{a)}	95,5	197,7	232,1	240,7
Exportations de biens et services	211,3	170,9	133,9	130,4
Épargne intérieure brute	56,8	74,4	112,8	86,4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 38,7	- 123,3	- 119,3	- 154,3
Taux d'investissement (en % du PIB)	11,2	22,3	25,3	24,1
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	3,4	4,5	1,5	6,4
Déflateur du PIB	- 3,1	- 0,9	1,9	2,3
Prix à la consommation, en moyenne	0,4	0,2	1,5	3,3

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Guinée-Bissau – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020	2021
Recettes et dons	128,6	140,5	134,5	144,5
Recettes budgétaires	98,3	105,6	99,8	108,2
Recettes fiscales	77,6	79,1	67,8	92,4
Recettes non fiscales	20,7	26,5	32,0	15,8
Dons	30,3	34,9	34,7	36,4
Dépenses et prêts nets	166,2	172,2	219,7	219,6
Dépenses totales	166,2	172,2	219,7	219,6
Dépenses courantes	105,5	134,0	148,7	155,0
Traitements et salaires	37,0	45,5	52,9	57,9
Autres dépenses courantes	63,6	80,3	83,3	83,2
Intérêts	4,9	8,2	12,5	13,9
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>2,8</i>	<i>4,8</i>	<i>6,8</i>	<i>8,0</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>2,0</i>	<i>3,5</i>	<i>5,7</i>	<i>5,9</i>
Dépenses en capital	60,7	38,2	71,0	64,6
Sur ressources intérieures	2,1	1,8	9,9	7,1
Sur ressources extérieures	58,6	36,4	61,1	57,5
Dépenses des fonds spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global base engagements (hors dons)	- 67,9	- 66,6	- 119,9	- 111,5
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 37,6	- 31,7	- 85,3	- 75,1
Solde primaire de base ^{b)}	- 4,4	- 22,0	- 46,4	- 40,1
Ajustement base caisse	0,4	- 13,2	- 0,6	- 9,1
Variations des arriérés de paiement (le signe « - » correspond à une réduction)	0,4	- 13,2	- 4,3	- 3,3
Solde global base caisse (hors dons) ^{c)}	- 67,5	- 79,9	- 120,5	- 120,6
Solde global base caisse (dons compris) ^{c)}	- 37,2	- 45,0	- 85,8	- 84,2
Financement	37,2	45,0	85,8	84,2
Financement intérieur net	- 10,4	33,1	33,2	74,7
Bancaire	- 10,4	33,1	51,4	74,7
Non bancaire	- 0,0	0,0	- 18,2	0,0
Financement extérieur net	47,6	11,9	52,6	9,6
Ajustement statistique	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette publique	431,9	545,5	634,7	699,5
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	11,5	11,9	10,9	10,9
Dépenses courantes	12,4	15,1	16,2	15,5
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 4,4	- 3,6	- 9,3	- 7,5
Dette publique	50,5	61,6	69,3	70,2

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Guinée-Bissau – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020	2021
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	- 25,0	- 74,7	- 22,7	- 65,4
1 - Biens et services	- 38,7	- 123,3	- 119,4	- 154,3
Balance des biens	30,7	- 50,7	- 53,8	- 77,8
Exportations de biens FOB	188,6	145,7	123,1	119,0
<i>dont : anacarde</i>	<i>140,2</i>	<i>130,7</i>	<i>109,2</i>	<i>109,1</i>
<i>poissons et crevettes</i>	<i>0,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>
Importations de biens FOB	- 157,9	- 196,4	- 176,9	- 196,8
Importations de biens CAF	- 191,6	- 225,8	- 208,0	- 237,4
<i>dont : produits alimentaires</i>	<i>- 64,3</i>	<i>- 68,7</i>	<i>- 69,1</i>	<i>- 67,0</i>
<i>biens d'équipement</i>	<i>- 30,7</i>	<i>- 52,9</i>	<i>- 39,0</i>	<i>- 57,7</i>
<i>produits pétroliers</i>	<i>- 39,4</i>	<i>- 38,1</i>	<i>- 36,4</i>	<i>- 37,6</i>
Balance des services	- 69,4	- 72,6	- 65,6	- 76,5
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 33,7</i>	<i>- 29,4</i>	<i>- 31,2</i>	<i>- 38,5</i>
2 - Revenus primaires	- 28,4	15,5	14,5	13,9
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 2,7</i>	<i>- 1,8</i>	<i>- 5,5</i>	<i>- 5,9</i>
3 - Revenus secondaires	42,1	33,1	82,1	75,0
Administrations publiques	10,2	10,0	27,8	19,7
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>0,0</i>	<i>1,9</i>	<i>11,0</i>	<i>2,9</i>
Autres secteurs	31,9	23,1	54,3	55,3
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>52,8</i>	<i>22,4</i>	<i>24,5</i>	<i>24,5</i>
b - Compte de capital	23,4	16,3	9,1	35,3
c - Compte financier	- 19,6	- 46,6	- 71,5	- 90,6
Investissements directs	- 11,6	- 41,8	- 11,9	- 13,1
Investissements de portefeuille	- 18,2	- 17,6	- 52,2	- 37,1
Autres investissements	10,3	12,8	- 7,3	- 40,4
Financement exceptionnel (pour mémoire)	0,0	0,0	- 0,0	- 1,9
d - Erreurs et omissions nettes	- 4,0	- 3,5	- 5,2	0,0
e - Solde global (a + b - c + d)	13,9	- 15,3	52,7	60,5
Taux de couverture ^{a)}	84,5	58,1	52,9	45,8
Solde courant (en % du PIB)	- 2,9	- 8,4	- 2,5	- 6,6
Solde global (en % du PIB)	1,6	- 1,7	5,7	6,1

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « Transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « Autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménage, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

Guinée-Bissau – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020	2021
Court terme	70	50	86	103
Moyen terme	47	68	44	36
Long terme	1	10	0	0
Total	118	128	130	139

Source : BCEAO.

Guinée-Bissau – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif	2019	2020	2021	Passif	2019	2020	2021
Opérations de trésorerie et interbancaires	46	47	61	Opérations de trésorerie et interbancaires	106	109	122
Opérations avec la clientèle	138	140	147	Opérations avec la clientèle	161	199	214
Opérations sur titres et diverses	108	138	156	Opérations sur titres et divers	13	8	13
Valeurs immobilisées	15	17	18	Provisions, fonds propres et assimilés	26	27	33
Total	306	343	381	Total	306	343	381

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Guinée-Bissau – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	84,3	80,1	74,7
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	47,4	6,8	8,6
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	60,5	8,2	14,9
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	21,0	21,4	20,2
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	7,3	7,1	5,6
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	70,4	71,9	76,6

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Guinée-Bissau – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021
1. Produits bancaires	31	37	31
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	0	0	0
Produits sur opérations avec la clientèle	18	17	15
Produits sur opérations sur titres et diverses	5	7	8
Produits sur opérations de change	6	10	6
Produits sur opérations hors bilan	1	1	0
Produits sur prestations de services financiers	1	1	1
Autres produits d'exploitation bancaire	0	1	0
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	0	0	0
2. Charges bancaires	11	15	10
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	3	3	3
Charges sur opérations avec la clientèle	2	3	2
Charges sur opérations sur titres et diverses	0	0	0
Charges sur fonds propres et assimilés	0	0	0
Charges sur opération de change	5	9	5
Charges sur opérations hors bilan	0	0	0
Charges sur prestations de services financiers	0	0	1
Autres charges d'exploitation bancaire	0	0	0
3. Produit net bancaire (1 - 2)	21	22	21
4. Produits accessoires nets	0	0	0
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	21	22	21
6. Frais généraux	16	16	13
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	2	2	1
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	4	5	7
9. Dépréciation nette sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	- 4	3	2
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	0	0	0
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	8	2	5
12. Résultat exceptionnel net	5	0	0
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôts sur les bénéfices	1	0	1
15. Résultat (11 + 12 + 13 - 14)	13	2	5

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Guinée-Bissau – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	- 6,4	- 3,6	- 2,0
Rapport de liquidité	87,7	95,0	126,6

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Guinée-Bissau – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2019	2020	2021
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base Tier 1 (FPB (T1))	100	33	67
Ratio de fonds propres (<i>Common Equity Tier 1</i>) ($\geq 5,625$ %)	67	67	67
Ratio de fonds propres de base (T1) ($\geq 6,625$ %)	67	67	67
Ratio de solvabilité global ($\geq 8,625$ %)	67	67	67
Norme de division des risques (≤ 65 %)	67	67	67
Ratio de levier (≥ 3 %)	67	67	67
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25 % du capital de l'entreprise)	100	67	67
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (≤ 15 % FPB (T1))	100	67	67
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60 % des fonds propres effectifs (FPE))	100	100	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation (< 15 % FPB (T1))	100	33	33
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations (< 100 % FPB (T1))	100	67	67
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel (< 20 % FPE)	100	67	67
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables (≥ 50 %)	67	67	67
Coefficient de liquidité (≥ 50 %)	100	100	67

Source : Commission bancaire de l'UMOA.